

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ACCORD CANADO-AMÉRICAIN SUR LA PRODUCTION AUTOMOBILE—LES PROPOSITIONS DU CANADA

M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et concerne l'Accord canado-américain sur l'automobile. Compte tenu de l'attitude intransigeante que les Américains semblent prendre à ce sujet, le ministre a-t-il un autre projet d'accord à proposer comme moyen de négociation?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai souvent fait, j'ai répondu hier à cette question. J'ai indiqué à la Chambre que nous étions disposés à étudier des améliorations à l'Accord sur l'automobile à condition qu'elles comportent les éléments de protection garantissant que les Canadiens auront une part équitable du marché nord-américain.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA BASE AÉRIENNE DE GOOSE BAY—LA MISE À PIED DES CIVILS CANADIENS—DEMANDE D'INTERVENTION AUPRÈS DES É.-U.

M. William Rompkey (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Compte tenu des mises à pied de civils canadiens survenues lundi à la base aérienne de Goose Bay, et des problèmes relatifs aux pensions et aux indemnités de départ, le ministre peut-il informer la Chambre si des instances ont été faites auprès du gouvernement des États-Unis, et quelle était la nature de ces instances?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, on m'apprend que peu de Canadiens vont chômer par suite de nouvelles dispositions prises à Goose Bay, car le ministère des Transports va embaucher presque tous les employés civils actuellement à l'emploi de l'aviation américaine. Un petit nombre de ceux que l'aviation américaine appelle des «employés non rémunérés par des fonds budgétaires» peuvent devenir chômeurs. Ce groupe n'a pas droit à la même pension ni aux autres avantages dont bénéficient ceux qui sont directement employés par l'aviation américaine. Cependant, nous avons demandé, par voie diplomatique, au gouvernement des États-Unis de tenir compte de leurs difficultés.

* * *

LES FINANCES

LES DROITS D'ENTRÉE SUR LE BŒUF ET LE BÉTAIL DE BOUCHERIE—L'OPPORTUNITÉ D'UNE REMISE EN VIGUEUR

M. Paul Dick (Lanark-Renfrew-Carleton): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Le ministre a-t-il l'intention de remettre en vigueur le tarif des douanes qu'il a supprimé unilatéralement le 20 février 1973, frappant l'importation au Canada de bœuf et des bovins?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, nous passons actuellement en revue tout

Questions orales

les produits fabriqués et agricoles susceptibles d'en subir les conséquences, qu'il s'agisse de l'embauche ou de la production. Nous examinerons le bétail et le bœuf en même temps que les autres articles.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je vais donner la parole au député de Perth-Wilmot, après quoi nous passerons à l'ordre du jour. Je présente mes excuses au député, mais il remarquera que nous avons dépassé la durée de la période des questions. Mon intention était de donner la parole à certains députés, sans autoriser de questions supplémentaires. C'est pourquoi je donne la parole au député de Perth-Wilmot avant de passer à l'ordre du jour.

M. Dick: Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. Avant de poser une question à la Chambre la dernière fois, je me suis levé neuf jours consécutifs. Pour parvenir à poser cette question, j'ai dû me lever cinq jours consécutifs. Après le congé, Votre Honneur devrait songer à la possibilité de regarder plus souvent dans les coins de la Chambre.

M. l'Orateur: Je regarde dans tous les coins, y compris celui du député. Je ne m'opposerai certainement pas à accorder une question supplémentaire au député. La présidence donnera ensuite la parole au député de Perth-Wilmot, après quoi nous passerons à l'ordre du jour.

M. Dick: Je désire adresser ma question supplémentaire au ministre de l'Agriculture. A-t-il fait des instances auprès du ministre des Finances afin que soient réintroduits les tarifs sur les importations de bœuf et de bovins?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Oui, monsieur l'Orateur. Nous en avons discuté en maintes occasions. Au ministère de l'Agriculture, nous nous tenons à l'affût des possibilités de danger. J'ai déjà dit plus tôt, en réponse à une question, que le déplacement du bétail vers les États-Unis est bien plus important que jamais auparavant et que le déplacement du bétail des États-Unis au Canada l'est bien moins que jamais auparavant.

* * *

L'AGRICULTURE

BÉTAIL DE BOUCHERIE—LA QUESTION DE L'UTILISATION DU DIÉTHYLSTILBESTROL—L'OPPORTUNITÉ D'UN EMBARGO SUR LES IMPORTATIONS DES É.-U.

M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Vu que la plupart des députés qui représentent des régions rurales de l'Ontario, y compris, je crois, le ministre de l'Agriculture, sont actuellement inondés de lettres de commettants qui sont producteurs de bœufs, le ministre dira-t-il s'il se propose de rétablir l'utilisation d'hormones DES ou, d'un autre côté de refuser l'entrée au Canada du bétail de boucherie sur pied et du bœuf abattu? Il semble nécessaire de prendre l'une de ces décisions avant le 1^{er} mai, fin de la période de retrait des 120 jours.

● (1610)

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai déclaré auparavant que les producteurs de bœuf de notre pays ne seraient touchés d'aucune façon, et ils ne le sont pas. Certaines des déclarations que font les députés sont plus susceptibles de faire du tort à cette industrie que tout autre chose, étant donné que la plupart de ces observations ne sont pas précises.